

Livre blanc

Un avenir porteur de sens pour la France

Alexandre Rojey

Vice-Président de SENS+

Introduction

La crise sanitaire actuelle a suscité un traumatisme qui semble compromettre l'avenir.

Toutefois, elle représente également une opportunité pour une remise en question salutaire, une prise de recul et une réflexion sur l'avenir.

Il apparaît clairement que la France a été victime d'un manque d'anticipation et qu'il est nécessaire d'améliorer la résilience de son mode de fonctionnement, pour pouvoir mieux supporter les nouvelles crises à venir.

De nombreuses réflexions ont été engagées afin d'imaginer ce que pourrait être le monde d'après. Souvent domine l'impression que ce monde de demain sera comme le monde d'hier, voire pire.

L'association SENS+ est née de la conviction que les difficultés actuelles sont liées à un culte exclusif du profit aux dépens des valeurs immatérielles, culturelles et spirituelles.

Le consumérisme, sur lequel est bâtie la mondialisation actuelle, a entraîné une crise du sens, particulièrement sensible en France, pays de vieille civilisation, qui peine à préserver ses valeurs dans le cadre de la globalisation actuelle.

C'est la raison pour laquelle l'association SENS+ a engagé une réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour construire en France un avenir porteur de sens.

Ce Livre blanc a été établi en réactualisant une version antérieure, qui s'appuyait sur les conclusions réunies au bout d'une première année de fonctionnement de l'association SENS+ en 2017.

Depuis cette date, de nombreux événements se sont passés, qui ont contribué à aggraver la crise que subit la France. Il était donc nécessaire de réactualiser ce Livre blanc.

La crise du sens actuelle

Il n'est guère nécessaire de multiplier les exemples, pour constater que le monde actuel est devenu chaotique. La crise sanitaire du covid-19 n'est que l'un des symptômes d'un monde en proie à de multiples menaces.

L'épuisement des ressources et le réchauffement climatique le conduisent au bord de l'effondrement écologique. La montée des inégalités, la croissance du chômage, l'accumulation de la dette induisent une révolte sociale. Les tensions internationales et la multiplication des conflits et des guerres pourraient mener le Monde à l'apocalypse nucléaire. Le terrorisme et les guerres incessantes au Moyen-Orient, la reprise de la guerre froide avec la Russie, les hostilités croissantes entre les États-Unis et la Chine témoignent de cette montée des périls.

Dans un tel contexte, l'humanité est confrontée à des difficultés croissantes pour faire face aux menaces de plus en plus graves qui pèsent sur son avenir : épuisement des

ressources, dégradation de l'environnement, réchauffement climatique, risques technologiques, possibilité de conflit nucléaire. La perspective d'un effondrement possible s'est largement répandue. Elle suscite un mouvement de peur et de repli.

Cette perception se double en France d'un sentiment de déclin, qui s'est fortement amplifié au cours des années récentes.

Sans doute pour la première fois de leur histoire, les Français n'ont plus confiance dans l'avenir et pensent que leurs enfants vivront moins bien qu'eux. Les attentats, les tensions entre différentes communautés ou catégories de la population renforcent le sentiment de malaise. Il est exacerbé par l'absence de vision à long terme et de solutions pour sortir d'une crise qui semble s'aggraver constamment.

Pour sortir de ce déclinisme, il est donc nécessaire de retrouver un avenir porteur de sens. Les menaces qui pèsent sur la société humaine ne doivent pas conduire au catastrophisme, ni au défaitisme. Il est possible de redonner un sens à l'action collective, en reconstruisant une vision d'avenir, capable de relancer un élan collectif.

Construire un avenir porteur de sens

- **Quelle société pour demain ?**

Il ne sera possible de du déclinisme actuel qu'en élaborant une vision d'avenir capable de redonner un sens à l'action collective.

Retrouver un sens, c'est sortir du monde plat de la société de consommation pour retrouver l'intérêt général, c'est faire appel à de nouvelles sources de culture et de spiritualité, se dégager des conditionnements imposés. Cette nouvelle vision doit être reconnue et acceptée. Elle doit être élaborée collectivement et partagée. Elle nécessite un large débat public pour pouvoir être acceptée.

Le renouveau du sens qui s'impose pour sortir de l'impasse actuelle concerne la France, mais aussi, bien entendu, l'ensemble du Monde.

La France dispose de nombreux atouts, mais ceux-ci sont trop souvent ignorés ou sous-estimés, encourageant ainsi le sentiment d'un déclin fatal.

La globalisation actuelle a créé un monde plat, régi par le Marché. Ce monde plat est fondé d'une part sur un matérialisme réducteur, à la recherche de richesse et d'autre part sur un individualisme égoïste, suivant lequel chacun n'agit qu'en fonction de son intérêt exclusif. Il est privé de toute transcendance.

Si ce modèle de société n'est pas corrigé, il risque de mener à la disparition de l'humanité, soit à la suite d'un effondrement écologique, soit en raison d'un conflit nucléaire.

Une **société du sens** sera fondée sur des valeurs opposées¹. Il s'agit :

- D'une part de retrouver de nouvelles valeurs culturelles et spirituelles qui puissent faire contrepoids à la recherche de profit et de consommation de biens matériels
- D'autre part de redonner la priorité à l'intérêt général et à recréer un lien social, capable de renforcer la solidarité entre les citoyens.

On ne peut espérer atteindre de tels objectifs du jour au lendemain ou par un décret des pouvoirs publics. Ils doivent être portés par l'ensemble des citoyens. A ce titre, la crise actuelle peut être salubre en montrant les limites du modèle qui a été privilégié jusqu'à présent.

¹ Alexandre Rojey, *Le Monde qui vient – L'humanité a-t-elle un avenir ?*, Éditions Libre et Solidaire, 2018

- **Les atouts de la France**

La France dispose d'atouts exceptionnels par sa situation géographique, son climat, la variété de ses paysages et de ses régions, la qualification de sa population. Elle a hérité d'un riche patrimoine, qui est en partie matériel (paysages, architecture, objets d'art), mais aussi immatériel (culture, traditions, métiers, savoir-faire). Ce patrimoine a été accumulé au cours des siècles et il paraît important de le préserver, mais aussi de le fructifier. Chaque région comporte son patrimoine spécifique, qui est à redécouvrir et à renouveler, mais qui est souvent négligé.

L'accroissement du patrimoine culturel est le seul processus qui puisse se poursuivre indéfiniment, sans se heurter aux limites des ressources naturelles. La protection de ce patrimoine est aussi une incitation à préserver l'environnement et le patrimoine matériel, l'architecture, les paysages, ainsi que l'artisanat et les traditions régionales.

La pensée en France s'est toujours incarnée dans le mode de vie et l'action. De tout temps, la France a incarné un art de vivre, à travers la douceur de ses paysages, son patrimoine culturel, sa gastronomie et les relations policées pratiquées par toutes les classes de la population. Cet art de vivre est toutefois menacé. En raison de dérives commerciales, le *simulacre* a pris souvent la place d'une culture authentique².

La culture en France a toujours été marquée par son universalisme et son rayonnement à l'étranger. Au cours des récentes années, toutefois, elle a semblé de moins en moins capable d'assumer ce rôle. Il convient de s'interroger sur les raisons de cette situation, afin de retrouver un nouvel élan.

Il convient sans doute de revenir à une forme d'*excellence*, qui a toujours caractérisé la place de la France dans les domaines de l'art, des lettres, des sciences ou de la technique. Elle tient largement à la polyvalence de ses artistes et de ses ingénieurs, qui n'ont jamais renoncé à la culture, pour devenir les spécialistes étroits d'une discipline.

² Michel Houellebecq, *La carte et le territoire*, Flammarion, 2010

La France est internationalement reconnue dans le domaine des produits de haute qualité et du luxe, comme le démontre la place de leader mondial du groupe LVMH, ainsi que dans des secteurs de technologie high-tech, comme en témoignent les succès remportés dans le domaine aérospatial (Airbus, Ariane) ou dans celui des logiciels. Malheureusement, elle a connu une rapide désindustrialisation et le tissu économique a été ainsi fragilisé.

Un certain nombre des atouts dont la France a pu disposer ont été ainsi dilapidés. Il convient de s'interroger sur la façon de revenir à une situation plus favorable.

Retrouver un élan culturel

- **Libérer les idées et les initiatives**

Pour retrouver un élan culturel, il est nécessaire de sortir de l'uniformité et des standards imposés par la globalisation. Il importe également de quitter la pensée unique, pour imaginer de nouveaux modèles de société.

Alors que les concepts de démocratie et de droits de l'homme ont été, pour une large part, inventés en France, l'organisation économique, sociale et politique est de plus en plus régie par les concepts anglo-saxons de *gouvernance* ou de *genre*, alors même que la démocratie américaine semble confrontée à une grave crise, comme le montrent les conditions dans lesquelles se déroulent les élections présidentielles et comme le confirment les travaux d'éminents universitaires américains³.

Ceci ne signifie pas qu'il faille rejeter les idées venues d'ailleurs, mais il est nécessaire de les adapter aux besoins de la démocratie en France. Une réflexion approfondie serait

³ Sheldon S. Wolin, *Politics and vision – Continuity and innovation in western political thought*, Expanded Edition, Princeton Classics, 2016

par ailleurs nécessaire pour recenser les idées que la France a vocation de transmettre au Monde, dans les différents domaines économique, social, scientifique et technique, à travers lesquelles elle peut contribuer à redonner un sens au monde chaotique actuel.

Il est donc nécessaire de libérer les idées et les initiatives. Les idées ne peuvent trouver d'écho au sein de la société que si elles conduisent à des initiatives concrètes. Libérer les initiatives implique de rejeter toutes les réglementations paralysantes qui pourraient venir les bloquer, mais au contraire de les faciliter et les encourager.

• Investir dans l'immatériel

La consommation de ressources naturelles a été favorisée par la globalisation, qui a conduit à produire le maximum de marchandises au moindre coût économique, social et environnemental.

Tandis que la consommation de toujours plus de biens matériels risque de conduire à un effondrement écologique, il reste possible de créer de la valeur en développant la production de biens immatériels dans les domaines de la culture, de la science, de l'éducation ou des logiciels.

L'influence de la France dans le domaine culturel reste forte, notamment dans tous les pays qui sont restés au moins en partie francophones, mais a néanmoins sensiblement faibli.

La France, elle-même, se trouve de plus en plus soumise à la domination des idées venues d'Outre-Atlantique. Le *soft-power* américain s'appuie sur la puissance d'Hollywood, des Gafa, des chaînes de distribution de type Netflix. Alors que jusqu'au XX^e siècle, les Etats-Unis s'inspiraient des idées venues de France et d'Europe, à présent, cette tendance s'est inversée. Selon l'expression de Régis Debray, « nous sommes devenus américains »⁴.

⁴ Régis Debray, *Comment nous sommes devenus américains*, Gallimard, 2017

« L'exception culturelle française », dont il a souvent été question, n'a pas conduit à des résultats vraiment probants. Ainsi, depuis la Nouvelle vague, la production cinématographique française, bien que largement subventionnée, n'a pas été particulièrement marquante.

Pour rétablir une influence culturelle de la France, il faudrait encourager son autonomie, favoriser l'éclosion d'idées nouvelles, encourager l'originalité. La concentration des moyens aux mains de groupes financiers qui cherchent à étendre leur pouvoir d'influence et de manipulation de l'opinion est désastreux, que ce soit dans les domaines de la littérature, du cinéma, de l'art ou des médias.

Le renouveau culturel ne peut venir que de créateurs souvent isolés. Le rôle des éditeurs et des médias indépendants, des salles de cinéma d'art et d'essai, en passe de disparaître au profit de salles multiplex diffusant toutes les mêmes programmes, est de ce point de vue essentiel.

Il s'agit également de renforcer les liens entre culture et éducation. Une pensée forte et marquante ne peut se développer qu'en s'appuyant sur des centres d'excellence universitaires. Le rayonnement de ces centres d'excellence, autrefois très fort, a faibli et il est important de chercher à le rétablir.

• De l'Etat bureaucratique à la société de création

La montée du chômage qui est en grande partie liée à l'essor des technologies numériques et à l'automatisation de l'économie pose la question d'une réorientation des activités.

L'idée, fort répandue, selon laquelle la France dépend aujourd'hui de façon presque exclusive du secteur tertiaire et doit se consacrer à présent à des activités de service a eu un certain nombre de conséquences fâcheuses.

La désindustrialisation du pays qui s'est accélérée au cours des vingt dernières années a augmenté la dépendance de la France vis-à-vis de l'extérieur, y compris dans des domaines stratégiques, comme on a pu l'observer au cours de la crise sanitaire. Celle-ci a été beaucoup mieux supportée par l'Allemagne, qui a su préserver son industrie. La désindustrialisation de la France a eu aussi de graves conséquences pour l'emploi, en raison de la perte des emplois induits par l'activité industrielle.

La France est à présent en position de faiblesse dans de nombreux secteurs industriels et ce déclin contraste avec les progrès accomplis par des pays comme la Corée du Sud. Vouloir la transformer en *Center Parc* touristique mondial, suivant une tendance qui a été malheureusement assez largement suivie, n'est guère satisfaisant, car une telle évolution affaiblit le pays et le rend extrêmement dépendant de l'extérieur, comme on a pu le constater au cours de la crise actuelle avec le tarissement des flux de visiteurs.

Un développement excessif du secteur tertiaire entraîne également un risque de croissance démesurée de la bureaucratie censée gérer les situations mais peu avertie des réalités du terrain. Comme le note David Graeber, « malgré son ardeur à célébrer les marchés et l'initiative individuelle, l'alliance de l'Etat et de la finance produit souvent des résultats qui ont une ressemblance frappante avec les pires excès de la bureaucratie dans l'ancienne Union Soviétique ou dans les pays du Sud autrefois colonisés »⁵.

En France, la situation récente a mis en lumière la lourdeur bureaucratique des organes de gestion de la santé et en particulier des ARS, qui tout en employant plus de 9 000 personnes ont témoigné de peu d'efficacité, alors que les soignants en sous-effectif étaient exposés à tous les dangers. Beaucoup d'entre eux se sont estimés victimes des contraintes que leur impose l'administration.

La bureaucratie est aussi un mal qui ronge la Commission européenne et un producteur français, dans quelque domaine que ce soit, se trouve ainsi soumis à un empilement de bureaucraties : européenne, nationale et régionale.

⁵ David Graeber, *Bureaucratie*, Editions Les liens qui libèrent, 2015

La bureaucratie est hostile à la créativité. Elle déteste les initiatives, le goût du risque et les personnalités atypiques. Elle aime les procédures et le principe de précaution, car son principal souci est de se couvrir. Elle est conformiste par nature et par nécessité. A l'action, elle préfère la communication, surtout si celle-ci peut paraître vertueuse. Pour cette raison, elle préfère le simulacre et le politiquement correct à l'engagement véritable.

L'Etat n'est pas bureaucratique par essence. Son organisation est étroitement liée à l'état d'esprit de ses dirigeants. Son rôle consiste précisément à mettre en place des modes de fonctionnement plus satisfaisants. Toutefois, la libération et la « dérégulation » introduite au sein de l'Union Européenne depuis les années 90 lui a fait perdre son rôle de stratège.

Il s'agit à présent de lui faire retrouver ce rôle, en passant d'un Etat purement gestionnaire et financier, dont le paquebot de Bercy est une illustration frappante, à un Etat stratège, capable de promouvoir les initiatives et la créativité.

La création puise sa source au plus profond de la personne humaine. A la mentalité bureaucratique s'oppose l'intériorité créatrice. Les activités de *création* devraient prendre dans l'avenir une place croissante et pourraient assurer au moins en partie la relève des emplois actuels, menacés par les technologies numériques et la robotisation. La création trouve sa place dans le secteur de l'innovation technique. Elle permet d'inventer de nouveaux dispositifs et de nouveaux types d'activités économiques. Elle couvre aussi tout le domaine de la production de biens culturels, littéraires ou artistiques, qui contribue non seulement au développement économique, mais également à l'éducation et à l'élaboration d'une pensée collective. Elle s'applique aussi à la vie de tous les jours (habitat, alimentation, vêtements), qui nécessite une part toujours plus grande d'imagination, de créativité et d'invention.

Le *savoir* associé à la création permet de comprendre et d'innover. L'information, les données (*Data*) font partie des facteurs immatériels qui créent de la valeur et devraient se développer considérablement à travers le traitement des « *Big data* ». Le traitement des données implique l'utilisation de technologies numériques de plus en plus

puissantes. Toutefois le travail d'interprétation et de synthèse va nécessiter des ressources humaines importantes.

- **Miser sur l'éducation**

Le système d'éducation français présente l'avantage d'être ouvert à tous. Il présente toutefois des défauts importants. La France est en mauvaise position dans la plupart des classements internationaux. Le système d'éducation est très lourd et hyper-centralisé. Il ne favorise pas l'initiative. Il est mal adapté aux secteurs défavorisés et aux populations d'origine étrangère. Les enseignants sont mal payés et se sentent déconsidérés.

L'enseignement professionnel en est le parent pauvre et concentre le plus souvent des élèves en échec scolaire. Contrairement à l'Allemagne où l'apprentissage est très largement pratiqué, le lien avec l'entreprise reste ténu, ce qui est peu favorable pour le plein-emploi. Les activités manuelles et les connaissances pratiques sont actuellement discréditées et restent en dehors du domaine couvert par l'enseignement général, en dépit de toute la place qu'a prise la technologie dans le monde d'aujourd'hui.

En outre, le système d'éducation est fortement inégalitaire. On observe en particulier un fort contraste de niveau et de moyens entre des Grandes Écoles élitistes et une Université, qui exclut la sélection à l'entrée et ne se préoccupe peu du placement de ses élèves. Certaines disciplines, telles que la sociologie ou la psychologie, sont en sureffectif notoire contrairement à d'autres, telles que la médecine, où, au contraire, le nombre d'étudiants formés est insuffisant par rapport aux besoins.

Pour retrouver un sens, le secteur de l'éducation devra évoluer pour faciliter les initiatives, diversifier les expériences, établir des liens entre enseignement professionnel et enseignement général, s'ouvrir au monde économique. Attribuer une plus grande liberté aux établissements et aux enseignants dans le choix des méthodes

d'éducation permettrait de favoriser la créativité ainsi que la motivation à la fois des enseignants et des élèves.

Il est nécessaire d'encourager la créativité, la curiosité et le sens des initiatives. Plutôt que de poser uniquement des problèmes *fermés* qui n'ont qu'une solution, il faut apprendre aux élèves à traiter des problèmes *ouverts*, qui comportent des solutions multiples, parmi lesquelles il faut choisir celle que l'on estime la meilleure. Confier des projets à mener à des élèves ou des étudiants permet de développer leur créativité et leur sens des initiatives.

Le secteur de l'éducation doit aussi favoriser la coopération plutôt qu'inciter à toujours plus de compétition, créer du lien social, encourager le sens de l'initiative, le goût du risque, la créativité, la volonté d'entreprendre. L'école se voit aussi assignée la tâche de transmettre les « valeurs de la République française »⁶.

Toutes ces tâches sont importantes, voire exaltantes, mais le système d'enseignement ne dispose pas des moyens, ni d'un personnel suffisamment formé, pour assumer une pareille ambition.

Redonner la priorité à l'intérêt général

- **Valoriser les biens communs**

Le tournant néolibéral a renforcé un individualisme prédateur, à la recherche d'un profit maximal. Pour retrouver un sens, il est nécessaire de remettre l'intérêt général au centre des priorités.

L'intérêt général concerne en tout premier lieu la préservation des biens communs. L'environnement, les paysages ainsi que l'ensemble du patrimoine légué par les siècles précédents font partie de ces biens communs. En France, ils ont été façonnés pendant

⁶ Gérard Larcher, *La Nation française, un héritage en partage*, 2015

des siècles par des générations successives. Malheureusement, ces paysages sont constamment mités par le développement souvent anarchique de centres commerciaux et de bâtiments dispersés réalisés en l'absence de tout plan d'aménagement.

De la même façon qu'il a fallu protéger le littoral de l'envahissement par le béton, il est nécessaire de préserver les paysages et les terres agricoles d'un tel envahissement. Il s'agit aussi de concevoir des aménagements urbains harmonieux et de préserver des espaces verts qui puissent être utilisés par l'ensemble de la collectivité.

Les biens communs concernent également l'ensemble du patrimoine culturel, celui de la nation, mais aussi de chacune des régions.

Face à la globalisation et à la diffusion de produits *mainstream*, il ne s'agit pas seulement de préserver la production nationale, mais aussi de préserver, tout en la renouvelant, la culture léguée par l'histoire du pays.

Retrouver l'intérêt général, c'est aussi défendre les intérêts de la collectivité, dans une perspective à long terme et transmettre aux générations suivantes un patrimoine, non seulement préservé, mais même amélioré.

• Renouer le lien avec la nature

La période de confinement suscitée par la crise sanitaire a renforcé le désir d'un contact avec la nature. La France bénéficie d'un climat tempéré et de paysages variés. La qualité de cet environnement fait partie des atouts dont elle dispose.

L'écologie est devenue une préoccupation majeure d'une grande partie des Français. Il est nécessaire de la concilier avec les impératifs économiques. En tout état de cause la préservation des espaces naturels représente un élément important de qualité de vie et d'attractivité des territoires.

Plus largement, les activités économiques ne peuvent apporter de satisfaction véritable et répondre au besoin de sens, que si elles sont compatibles avec la préservation de l'environnement.

Il s'agit donc de mettre en place une économie symbiotique, selon l'expression d'Isabelle Delannoy⁷, permettant une coexistence harmonieuse de la communauté humaine avec son environnement.

L'activité économique doit se tourner vers des produits de qualité, respectueux de la santé de la population et économes en consommation de ressources.

Ainsi, dans le secteur agricole, il paraît préférable de limiter l'extension de la monoculture et de l'agriculture industrielle au profit de l'agriculture biologique et de la permaculture. L'agriculteur devient alors le « jardinier de la Terre », comme propose Gilles Clément.

Les modes de vie doivent également évoluer pour aller vers plus de sobriété dans la consommation de ressources, énergie ou matière première et vers des pratiques de recyclage. Les mobilités douces, vélo et marche à pied, vont également se développer à la suite de la récente crise sanitaire.

• **Construire une société du soin**

La *société des loisirs* vantée par le modèle consumériste ne devrait pas être considérée comme un but en soi, si elle a comme résultat de favoriser des pratiques peu enrichissantes, voire abrutissantes.

Au contraire, le temps consacré à la préservation de l'environnement ou l'aide aux plus faibles et aux plus démunis est générateur d'emplois, tout en étant porteur de sens.

⁷ Isabelle Delannoy, *L'économie symbiotique - Régénérer la planète, l'économie, la société*, Actes Sud, 2017

L'éducation, la santé, l'environnement, mais aussi la justice, l'insertion professionnelle, la vie culturelle et sociale font partie des principaux secteurs d'intérêt général concernés.

La préoccupation vis-à-vis d'autrui s'exprime à travers l'éthique du *soin* (ou *care* en anglais). Ce mouvement de pensée et d'action a été introduit aux États-Unis par la psychologue féministe Carol Gilligan, qui l'a associé aux valeurs féminines, jugeant que les femmes s'investissent plus facilement que les hommes dans les relations de soin à l'égard d'autrui.

L'attitude du « soin » consiste à sortir d'un cadre purement professionnel, pour s'engager dans une relation éthique, vécue avec empathie et compassion, avec des personnes vulnérables, confrontées à la souffrance, la maladie et la mort. Les plus jeunes, les plus âgés, les handicapés et les malades, tous ceux qui disposent d'une autonomie réduite, sont concernés.

Alors que la recherche de la performance économique conduisait à réduire le temps consacré à ces différentes catégories de personnes, il s'agit à présent au contraire d'en libérer pour de telles activités. Le bénévolat peut jouer un rôle particulièrement utile, notamment en faisant participer ceux qui n'interviennent pas directement dans la vie économique, les plus jeunes ou les plus âgés.

La France bénéficie d'un système de santé, qui couvre la quasi-totalité de la population et qu'il s'agit de préserver. La crise sanitaire du covid-19 a mis en évidence ses faiblesses. Il est apparu que les politiques de gestion qui ont été menées l'ont profondément affaibli. Le nombre de lits d'hôpitaux est ainsi passé de 11 lits pour 1000 habitants en 1980 à 6 en 2017, tandis qu'il augmentait en Corée du Sud, pour atteindre un ratio de 13 lits pour 1000 habitants en 2017⁸. Les soignants se trouvent dépourvus de moyens de traitement et de matériel de protection et disposent de moins en moins de temps. De ce fait, le rapport avec le patient est menacé. C'est ce rapport direct avec

⁸ Source : OCDE et Banque Mondiale

les malades, les personnes âgées ou vulnérables que la société du soin permet de rétablir.

À travers la société du soin et de la compassion, plein emploi, développement personnel et intérêt général peuvent coexister et s'épanouir. La société du soin et de la compassion reste toutefois peu compatible avec le *monde plat* créé par le néolibéralisme. Il ne sera possible d'y accéder qu'à travers un vaste mouvement de renouveau culturel.

Un hôpital ne doit pas être géré comme un centre de profit. Il faut permettre aux soignants de disposer des moyens appropriés, en leur redonnant la capacité de prendre des initiatives et en les libérant d'une bureaucratie envahissante.

Il est également nécessaire de libérer la recherche médicale et la recherche pharmaceutiques des conflits d'intérêt qu'entraîne le financement par des laboratoires, souvent américains, qui se placent dans une perspective purement commerciale de profit maximal et non dans une volonté de répondre à l'intérêt général.

• Aménager les territoires

Pour parvenir à créer des modes de vie harmonieux, il paraît indispensable de réintroduire des règles d'aménagement du territoire. Seule une telle politique concertée au niveau local, régional et national, avec la participation de tous les citoyens, permettrait d'éviter le mitage des campagnes par des centres commerciaux hideux ou des data centers dispersés au milieu de nulle part.

Une politique d'aménagement peut être conçue à partir de la notion de *médiance* a été développée par Augustin Berque, à partir de la notion de *fudo*, le « milieu humain », introduite par Tetsuro Wasutji. La notion de médiance associe milieu naturel, communauté humaine et patrimoine culturel.

Suivant la notion de médiance (*fûdosei*), l'être humain ne peut pas être considéré comme un simple individu. Il fait partie d'une collectivité, vivant dans un certain milieu.

Ce milieu humain comprend les caractéristiques géographiques du lieu, façonnées par le travail humain, ainsi que les aspects culturels liés à l'histoire.

En réunissant un environnement et une communauté et en associant aux caractéristiques physiques d'une région les significations symboliques qui lui sont attachées du fait de la présence humaine, la *médiance* confère un sens à un lieu géographique.

Augustin Berque a qualifié d'*écoumène* un tel monde, habité par la conscience humaine⁹. À l'échelle de la Terre, il s'agit de créer un lieu habité par l'homme, dans lequel les activités humaines sont menées en symbiose avec la nature. Une forme de simplicité volontaire, excluant toute démesure, toute ostentation ou dilapidation des ressources naturelles en est la condition.

C'est en réconciliant l'urbanisme avec l'environnement et le milieu culturel qu'il sera possible de réaliser un développement harmonieux. Il est indispensable pour cela de définir une politique d'ensemble, respectueuse du passé et ouverte sur l'avenir.

La place de la France en Europe et dans le Monde

La France fait bien sûr partie de l'Union Européenne et, de ce fait, son destin est étroitement lié à celui de l'U.E. L'avenir de l'Union Européenne pose de multiples questions, qui devront sans doute faire l'objet d'une réflexion complémentaire.

La question des priorités est évidemment essentielle : celles d'un Marché unique ou celles d'une unité culturelle ? Il est possible, bien sûr, de viser les deux, mais ces différentes priorités sont assez largement contradictoires.

⁹ Augustin Berque, *Écoumène – Introduction à l'étude des milieux humains*, Belin, 2016

La crise sanitaire a mis en évidence les limites de la globalisation telle qu'elle avait été conçue jusque-là. Il est apparu indispensable de limiter la dépendance vis-à-vis de l'extérieur dans des domaines essentiels et ainsi de relocaliser certaines activités. Cette nécessité rejoint également le souhait largement partagé au sein de la population de pouvoir accéder à des circuits courts ainsi qu'à des produits de proximité dont la qualité et la traçabilité puissent être facilement assurées.

La question se pose aussi des relations entre l'Union Européenne et les autres grandes puissances. L'Union Européenne pourrait mener une politique indépendante et servir de trait d'union entre les Etats-Unis d'une part, la Russie et la Chine d'autre part, mais son intégration au sein de l'Alliance Atlantique n'est guère compatible avec un tel rôle et participe plutôt d'une logique d'affrontement, bloc contre bloc.

La France ne pourra influencer durablement les orientations prises par l'Union Européenne que si elle se peut se prévaloir du succès de son modèle social et de la qualité de ses réalisations culturelles.

La France se situe également dans un monde qui reste déchiré entre puissances rivales. Elle peut bénéficier de son prestige dans le Monde, pour susciter le dialogue et la paix dans le Monde. Chacun se souvient du fameux discours de Dominique de Villepin à l'ONU, où il s'opposait à l'invasion de l'Irak, en affirmant : « Nous sommes les gardiens d'un idéal, nous sommes les gardiens d'une conscience. La lourde responsabilité et l'immense honneur qui sont les nôtres doivent nous conduire à donner la priorité au désarmement dans la paix ».

Ce discours n'a rien perdu de sa brûlante actualité. La situation actuelle au Moyen-Orient qui est la conséquence directe de l'intervention américaine en Irak, puis de l'intervention occidentale en Libye, l'illustre fort bien.

À un moment où les conflits et les guerres persistent dans le Monde, où sévit le terrorisme et où la paix mondiale est menacée, la France peut à nouveau défendre la paix et l'entente.

Cette responsabilité ne relève pas du seul Président de la République, mais de la nation tout entière. Si l'opinion pèse de tout de son poids, elle peut faire évoluer les

positions dans ce sens, en s'écartant des visées hégémoniques du « parti de la guerre ».

Il est assez préoccupant de constater que le thème de la paix, est peu présent dans les discours politiques. L'idée qu'annoncer des interventions militaires est de nature à rassurer l'opinion et à rehausser le prestige des dirigeants, semble malheureusement largement répandue.

Le concept de « guerre humanitaire », qui a conduit à des ravages au Moyen-Orient, montre tout le danger des interventions militaires. Cela ne signifie pas qu'il faut céder à un pacifisme naïf, mais la défense et la dissuasion doivent prévaloir sur toute menée agressive.

La France, par son prestige, sa longue tradition de diplomatie, ses liens étroits avec la plupart des peuples de la planète, la place de la francophonie dans le Monde, peut jouer un rôle reconnu et respecté de médiateur.

Conclusion : la stratégie du sens

Pour ne pas s'engager dans la voie du déclin, il est nécessaire de pouvoir anticiper l'avenir. Pour surmonter les différents obstacles ou pour maintenir l'influence de la France en Europe et dans le Monde, il n'est plus possible de piloter à vue, en fonction des événements immédiats qui se présentent au jour le jour.

Il s'agit, au contraire, d'élargir l'horizon et de redéployer une stratégie à long terme, que ce soit au niveau personnel ou à celui des organisations, des entreprises et de l'Etat. Cette stratégie doit être guidée par une volonté et des objectifs tels que ceux qui ont été déjà présentés : redonner au pays autonomie et résilience, faire preuve d'un esprit créatif, renouer avec l'intérêt général, former une communauté libre et solidaire.

Pour entraîner l'ensemble des citoyens dans une même action collective, il faut pouvoir disposer, au-delà des objectifs purement économiques et du taux de

croissance, d'une vision d'avenir partagée, qui permette à chacun de contribuer à une mission, dont le sens puisse lui apparaître clairement.

L'association SENS+ veut contribuer à la construction d'un avenir porteur de sens, par la recherche d'une intériorité créatrice et le développement de valeurs collectives, ainsi qu'à travers un renouveau culturel et spirituel porté par de nouvelles formes d'expression artistique.

